

ARRETE N° AP-2023-0085

LES MAIRES DES VILLES DE BIZANOS ET DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-2, L.325-1 à L.325-3, R.417-10 et R.417-11 ;
Vu le Code Pénal ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics de réglementer la circulation des véhicules sur la voie verte nouvellement créée sur l'avenue Léon Heid ;

ARRETENT :

ARTICLE 1^{er} – Le statut de voie verte est donné à la voie créée sur l'avenue Léon Heid, dans sa partie comprise entre le pont et le passage à niveau 240 bis.

ARTICLE 2 – Cette voie est exclusivement réservée à la circulation des véhicules non motorisés à l'exception des engins de déplacement personnel motorisés, des cyclomobiles légers, des piétons et des cavaliers.

ARTICLE 3 – Le stationnement des véhicules est interdit et considéré comme gênant sur l'espace compris entre la voie verte et l'avenue Léon Heid.

ARTICLE 4 – Le stationnement des véhicules est interdit et considéré comme très gênant sur le voie verte.

ARTICLE 5 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès la mise en place de la signalisation réglementaire par les services techniques municipaux.

ARTICLE 6 – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté est enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération est effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière sont à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

ARTICLE 7 – Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 8 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 9 – Messieurs les Directeurs Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et les services des Polices Municipales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et inscrit au registre des arrêtés des communes.

Bizanos, le 13/03/2023

Pau, le 08 mars 2023

Jean-Louis CALDERON
Maire de Bizanos



[Signature]
CLAUDE JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire de Pau et par délégation
L'Adjointe au Maire